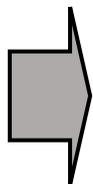




Pour la reconquête de l'industrie et des Services Publics



**JOURNÉE INTERPROFESSIONNELLE DE MOBILISATION
PARTOUT EN FRANCE, LE MARDI 21 MARS 2017 :
RASSEMBLEMENTS, MANIFESTATIONS, GRÈVES**

La France doit disposer d'une industrie et de Services Publics forts répondant aux besoins de la population, qui assurent un développement économique équilibré des territoires, la création d'emplois et le progrès social pour tous.

L'industrie française est en déclin depuis plusieurs décennies, dépassant à peine 10 % du PIB en 2016, contre 16 % en Europe et 23 % en Allemagne. L'emploi industriel a reculé de près de 25 % en 15 ans pour se situer aujourd'hui à moins de 3 millions.

POUR UNE INDUSTRIE FORTE

Il est urgent de réindustrialiser la France qui importe 60 % de ses produits industriels, ce qui conduit à un déficit structurel de notre balance commerciale. Il n'y aura pas d'économie robuste sans industrie forte sur le territoire national. Sans industrie, moins d'activité économique, pas assez de richesse pour les territoires et une augmentation du chômage, de la précarité et des bas salaires. Le déclin industriel a été de pair avec une multiplication par 5 des dividendes dans la valeur ajoutée. C'est bien la finance qui étrangle l'industrie. Une autre politique est possible. **La CGT porte un projet de développement industriel** qui, à l'opposé de la recherche de profits à court-terme pour quelques-uns, répond aux besoins de tous et à l'intérêt général. La CGT n'oppose pas vieille et nouvelle industrie mais propose **un développement et une transformation de l'appareil productif** pour la réponse aux besoins sociaux dans le respect de l'environnement, en replaçant l'humain au centre du processus de travail, grâce à la formation, la qualification, la recherche.

Les services publics sont eux aussi en déclin. Ce déclin résulte de choix politiques, notamment des politiques d'austérité menées par les gouvernements successifs (suppression de postes, non-remplacement des agents partant à la retraite, abandon et privatisation de missions, réduction des crédits, diverses réformes n'ayant qu'une approche comptable). En dépit des efforts des agents, les services publics répondent de moins en moins aux besoins de la population. Ils sont pourtant essentiels pour réduire les inégalités.

POUR DES SERVICES PUBLICS FORTS, accessibles à tous, garants de l'égalité et de la cohésion sociale

Industrie et service public vont de pair. L'installation d'entreprises dépend des infrastructures existantes en termes de réseaux, écoles, santé. Quand une région, un département, un bassin d'emplois se désindustrialisent, cela entraîne une diminution de l'offre de services publics -quand ce n'est pas leur fermeture- qui conduit à la désertification et à l'appauvrissement de ces territoires.

La CGT est pour un développement des services publics qui répondent aux besoins de la population en termes de santé, d'éducation, de formation, d'énergie, d'eau, de logement, de transport, de sécurité, de ramassage des déchets, etc.

**PAS D'INDUSTRIES SANS SERVICES PUBLICS
ET PAS DE SERVICES PUBLICS SANS INDUSTRIE**

POUR DES DROITS POUR LES SALARIÉ-E-S

MOBILISATION LE MARDI 21 MARS 2017

Les salarié-e-s ont besoin de garanties collectives qui les protègent de la déréglementation du marché du travail imposée par les institutions internationales et l'Union Européenne au service du capital et leur permettent d'inverser ces politiques. Un développement harmonieux ne se fera pas sans salariés formés, qualifiés, avec des droits d'interventions. Il y a nécessité aujourd'hui d'instaurer un contrôle et des règles sur la circulation des marchandises pour faire respecter la valeur sociale du travail et mettre fin au dumping social qui met à mal nos emplois, nos industries et les délocalise.

200 milliards d'euros par an d'aides publiques versées aux entreprises ; pour l'année 2016, 56 milliards d'euros distribués aux actionnaires des seules entreprises du CAC 40 ; 80 milliards d'euros d'évasion fiscale. De l'argent, il y en a mais pour enrichir une minorité et non pas répondre à l'intérêt général ! Exigeons une autre logique de production et de répartition des richesses, une autre politique pour des choix économiques, sociaux et environnementaux au service de l'intérêt général et de la réponse aux besoins.

En France, 93 % des salarié-e-s sont couverts par une convention collective, quels que soient son statut et la taille de son entreprise. Or, depuis plusieurs années, différentes mesures tendent à casser l'égalité de droits mettant les salariés en concurrence et affaiblissant leur capacité de réaction collective : de la directive européenne sur le travail détaché à la loi El Khomri dont nous continuons à exiger l'abrogation et qui ne doit pas entrer dans les entreprises. Sous couvert de compétitivité ou de réduction des déficits publics, des milliers d'emplois sont détruits et la précarité se développe, le patronat présentant la précarité comme la nouvelle norme sociale.

LA CGT CONTESTE LES CHOIX PATRONAUX ET POLITIQUES

La CGT revendique l'augmentation des salaires, l'accès à des emplois qualifiés et à durée indéterminée, l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, la reconnaissance de la qualification et un plan national de formation, la réduction du temps de travail à 32 H, l'appropriation sociale des entreprises et secteurs stratégiques pour le développement économique et social.

Tous en grève et à la manifestation

MARDI 21 MARS 2017 - 10 H 30
Vieux-Port - Marseille

✂-----

BULLETIN D'ADHESION

NOM : _____ Prénom : _____ Adresse : _____

Tél : _____ email : _____

Entreprise : _____

A retourner à

Union Départementale CGT des Bouches du Rhône
Bourse du travail – 23 BD C. NEDELEC 13331 MARSEILLE CX 03
Tél. : 04 91 64 70 88 – Fax : 04 91 95 78 24 – mail : ud-cgt-13@wanadoo.fr –
site : <http://cgt13.reference-syndicale.fr> – Facebook : UD CGT 13